*CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 DECEMBRE 2024
COMPTE RENDU*

L'an DEUX MIL VINGT QUATRE, le 16 Décembre à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SALLERTAINE dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MENUET - Maire.

Nombre de Conseillers : en exercice : 21 absents : 5 Excusés : 2 présents ou représentés : 14

Date de convocation du Conseil Municipal : 09 Décembre 2024

MEMBRES (21) : MENUET Jean-Luc, BILLET Richard, COUTON Karine, ETIENNE Marie-Josèphe, GAUTIER Frédéric, MARTIN Marie-Ange, GIRARDEAU Jean-Luc, FRADIN André, BIRON Isabelle, ANDRÉ Luc, HERMOUET Jean-Yves, NEAU Muriel, PELLOQUIN Isabelle, CHATON Nelly, KAMINSKI Sylvie, BESSEAU Franck, JARNY Emmanuel, TOUGERON Sophie, RENAUD Eric, BAUD Christophe

PRÉSENTS (14) : MENUET Jean-Luc, BILLET Richard, COUTON Karine, ETIENNE Marie-Josèphe, GAUTIER Frédéric, MARTIN Marie-Ange, BIRON Isabelle, ANDRÉ Luc, NEAU Muriel, PELLOQUIN Isabelle, CHATON Nelly, KAMINSKI Sylvie, JARNY Emmanuel, TOUGERON Sophie,

EXCUSÉS et REPRÉSENTÉS (1) : GIRARDEAU Jean-Luc (pouvoir à BIRON Isabelle),

EXCUSÉS (2) : LAGNEAU Karine, HERMOUET Jean-Yves

ABSENTS (4) : BESSEAU Franck, FRADIN André, RENAUD Eric, BAUD Christophe

POUVOIRS : BIRON Isabelle (pouvoir de GIRARDEAU Jean-Luc)

Secrétaire de séance : MARTIN Marie-Ange

Le compte rendu de la séance du conseil municipal en date du 23 Septembre 2024 est soumis à l'approbation des membres du Conseil Municipal.

1-VOTE DE LA SUBVENTION CANOÉ KAYAK : 2024-12-16-001 :

Mr Luc ANDRÉ, intéressé à l'affaire, quitte la salle, le temps de la délibération.

Le 08 Avril 2024, le conseil municipal a voté les subventions attribuées aux associations communales. Le conseil municipal n'a pas voté de montant pour les associations qui n'avaient pas transmis de demande au moment du vote. Les demandes supplémentaires qui arrivent sont donc traitées au fur et à mesure de leurs arrivées.

Canoé Kayak :

L'association Canoé Kayak Sallertaine a déposé une demande pour une subvention au titre de l'année 2023.

Rappel : montant attribué en 2019 : 784.00€, 2020 : 1 174.00€, 2021 : 1 110.00€, 2022 : 1 108.00€ et 2023 : 944.00€.

Monsieur Le Maire propose d'attribuer un montant de 948.00€ calculé comme suit :

1 montant forfaitaire de 500€ + 21 Sallertainois (21 x 20€ = 420 euros) + 2 euros pour les moins de 20 ans Sallertainois (14 x 2 euros = 28 euros) = 948.00 euros.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

D'ATTRIBUER une subvention à l'association Canoé Kayak Sallertaine au titre de l'année 2024 d'un montant de 948.00€,

DE PRÉCISER que le montant a été intégré au budget 2024,

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

La délibération ayant été votée, Mr Luc ANDRÉ, reprend sa place pour les délibérations suivantes.

2-ACCUEIL PÉRISCOLAIRE ET ACCUEIL DE LOISIRS : VOTE DES TARIFS : 2024-12-16-002 :

Monsieur Le Maire rappelle que la commune, à la demande de la CAF, a modifié les tarifs de l'accueil périscolaire modulés en fonction du quotient familial au 1er Janvier 2020.

Monsieur Le Maire rappelle les tarifs pratiqués actuellement.

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE – MATIN ET SOIR LES LUNDIS, MARDIS, JEUDIS, VENDREDIS EN PÉRIODE SCOLAIRE :

Tarifification à la ½ heure et/ou au forfait :

Quotient familial	tarifs à la 1/2h	Forfait matin	Forfait soir	Forfait journée
De 0 à 700	1.00€	20€	25€	40€
De 701 à 1 000	1.10€	25€	30€	45€
1 001 et plus ou QF inconnu ou non fourni	1.20€	30€	35€	50€

Les forfaits correspondent à des forfaits mensuels.

Pénalités pour retard : 5€ par jour de dépassement de l'horaire de fermeture du service et par enfant.
Pénalités pour non inscription : en fin de mois, si constatation de non inscription : 10€ par jour de non inscription et par enfant.

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE - MERCREDI EN PÉRIODE SCOLAIRE :

Quotient familial	Accueil matin et/ou accueil soir du mercredi (forfait pour la plage d'accueil)	½ journée Matin (sans repas)	½ journée Après midi (sans repas)	Journée avec repas
De 0 à 700	1.00	4.20	5.90	11.60
De 701 à 900	1.40	5.80	7.70	15.20
De 901 à 1 000	1.60	6.20	8.40	16.70

De 1 001 à 1 200	1.60	6.30	8.60	16.90
A partir de 1 201 ou QF inconnu ou non fourni	1.60	6.50	8.70	17.50

Supplément :

De 3.70 € si le repas est pris sur place lors des ½ journées

De 2.10 € par ½ journée ou de 4.20€ par journée pour les non-résidents de la commune

Frais d'inscription pour l'année civile : 15.00 € (pour au moins une inscription dans l'année civile pendant les vacances ou les mercredis en période scolaire)

ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT- VACANCES SCOLAIRES :

Les tarifs appliqués sont :

Quotient familial	Accueil matin et/ou accueil soir du mercredi (forfait pour la plage d'accueil)	Journée avec repas
De 0 à 700	1.00	11.60
De 701 à 900	1.40	15.20
De 901 à 1 000	1.60	16.70
De 1 001 à 1 200	1.60	16.90
A partir de 1 201 ou QF inconnu ou non fourni	1.60	17.50

Supplément :

4.20€ par journée pour les non-résidents de la commune

Frais d'inscription pour l'année civile : 15.00 € (pour au moins une inscription dans l'année civile pendant les vacances scolaires ou les mercredis en période scolaire).

Monsieur Le Maire propose de maintenir les tarifs actuels à compter du 01 Janvier 2025, comme indiqué dans les tableaux ci-dessus.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE VALIDER les propositions de tarifs de Monsieur Le Maire tels qu'indiqués ci-dessus. Ceux-ci prendront effet à compter du 01 Janvier 2025,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette décision.

3-CAF : AVENANT A LA CONVENTION PRESTATION DE SERVICE ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT – 2024-12-16-003 :

La CAF de Vendée a transmis à la commune deux avenants aux conventions d'objectifs et de financement. Ceux-ci intègrent les mesures nouvelles prévues dans la Cog 2023-2027.

ALSH Périscolaire :

Objet de l'avenant :

Il a pour objectif d'intégrer à la convention d'objectifs et de financement en cours de validité entre la caf et le gestionnaire les mesures nouvelles prévues par la convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 décrites ci-dessous :

Les objectifs poursuivis par les mesures nouvelles prévues dans la convention d'objectif et de gestion (cog) 2023- 2027 :

Dans le cadre de la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 ; la branche famille met en place de nouvelles modalités de financements à destination des Accueils périscolaires visant à soutenir le développement de l'offre d'accueil, à renforcer les démarches inclusives et à simplifier les modalités de soutien de la branche Famille par :

-Le complément inclusif ALSH : il permet de renforcer l'accueil des enfants et des adolescents en situation de handicap. Il est mis en place à compter du 01 Janvier 2024, il permet de majorer la subvention ALSH par heure d'accueil réalisée (heure de présence effective éventuellement arrondie à l'heure supérieure) uniquement pour les enfants bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) ;

-La possibilité de financer les développements d'activité dans ces accueils via le bonus territoire Ctg, qui pourra ainsi être versé à compter du 01 Janvier 2024 pour les heures d'accueil nouvelles, allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la Ctg en cours (application au 01 Janvier 2024 d'un plafond de développement dans la limite d'un pourcentage précisé dans l'addendum et basé sur les heures existantes contractualisées).

-La prise en compte du temps de repas dans la pause méridienne, désormais financée dans son intégralité depuis le 01 Janvier 2023. Cette évolution permet de reconnaître le temps du repas comme faisant pleinement partie du temps éducatif ;

-Les réformes successives des rythmes éducatifs accru les différentes modalités de financement, la Convention d'Objectifs et de Gestion signée entre l'Etat et la branche Famille pour la période 2023-2027 doit permettre de simplifier les financements :

- en intégrant progressivement le montant de la bonification et de la majoration Plan mercredi dans le bonus territoire Ctg (au renouvellement de la Ctg ou de manière anticipée au choix de la CAF et du gestionnaire)

- en fusionnant l'Asre à la Ps Alsh périscolaire à partir du 01 Janvier 2025 ;

Toutes les clauses de la convention initiale et de son (ses) avenant(s) et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Le présent avenant prend effet à compter du 01 Janvier 2024 jusqu'au 31 Décembre 2025.

ALSH extrascolaire :

Les objectifs poursuivis par les mesures nouvelles prévues dans la convention d'objectif et de gestion (cog) 2023- 2027 :

Dans le cadre de la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 ; la branche famille met en place de nouvelles modalités de financements à destination des Accueils périscolaires visant à soutenir le développement de l'offre d'accueil, à renforcer les démarches inclusives et à simplifier les modalités de soutien de la branche Famille par :

-Le complément inclusif ALSH : il permet de renforcer l'accueil des enfants et des adolescents en situation de handicap. Il est mis en place à compter du 01 janvier 2024, il permet de majorer la subvention ALSH extrascolaire par heure réalisée (heure de présence effective éventuellement arrondie à l'heure supérieure) uniquement pour les enfants bénéficiaires de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) ;
 -La possibilité de financer les développements d'activité dans ces accueils via le bonus territoire Ctg, qui pourra ainsi être versé à compter du 01 Janvier 2024 pour les heures d'accueil nouvelles, allant au-delà des heures existantes contractualisées lors de la mise en place de la Ctg en cours (application au 1^{er} Janvier 2024 d'un plafond de développement dans la limite d'un pourcentage précisé dans l'addendum et basé sur les heures existantes contractualisées).

Toutes les clauses de la convention initiale et de son (ses) avenant(s) et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Le présent avenant prend effet à compter du 01 Janvier 2024 jusqu'au 31 Décembre 2025.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
 Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE VALIDER les avenants proposés par la CAF, qui sera annexé à la délibération
 D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer les avenants concernés ainsi que tous les documents se rapportant à cette décision.

4-AUTORISATION D'ENGAGER LES INVESTISSEMENTS 2025 DANS LA LIMITE DU QUART DES CRÉDITS OUVERTS AU BUDGET 2024 – 2024-12-16-004 :

L'article L1612-1 du CGCT prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 Avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

Le montant des crédits qui peuvent être engagés sur le fondement de cet article s'apprécie au niveau des chapitres.

A l'exception des crédits afférents au remboursement de la dette, les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1 + les décisions modificatives.
 En revanche, les crédits inscrits en restes à réaliser (RAR) ne doivent pas être retenus pour déterminer le 1/4 des crédits.

Les dépenses ainsi autorisées dans l'attente du vote du budget engagent la collectivité locale dans la mesure où elles devront être reprises à minima au budget de l'exercice concerné.

Budget communal :

Chapitres	Crédits votés au BP 2024	RAR 2023 inscrits au BP 2024	Crédits ouverts titre des DM votées en 2024	Montant à prendre en compte	Crédits ouverts l'assemblée au titre l'article L1612-1 CGCT
21 – Immobilisations corporelles	276 589.00	147 440.00	0.00	276 589.00	69 000.00
23 – Immobilisations en cours	2 807 634.00	982 685.59	0.00	2 807 634.00	700 000.00

Chapitre 21 : concerne les biens acquis immédiatement en une seule facture (panneaux, mobilier, ...)

Chapitre 23 : concerne les travaux réalisés sur une durée longue ou l'on a plusieurs factures (construction, voirie...).

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

D'AUTORISER l'engagement, la liquidation et le mandatement du ¼ des crédits comme indiqué ci-dessus,
D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les documents relatifs à cette décision.

5-PLAFONNEMENT DES LOYERS COMMERCIAUX – 2024-12-16-005 :

Par délibération en date du 26 Septembre 2023, le conseil municipal a décidé de plafonner les loyers de la maison de santé et de la pharmacie au taux de 2%, et de préciser que si le taux de l'INSEE est inférieur à 2%, c'est celui-ci qui s'appliquera.

Monsieur Le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune loue également des locaux à des commerçants et que ceux-ci sont également impactés lorsque les indices des loyers dépassent les 2%.

Il propose donc de limiter à 2% les loyers des locaux communaux loués à l'épicerie et la cave.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE PLAFONNER les loyers des locaux communaux loués à l'épicerie et à la cave au taux de 2%,
DE PRÉCISER que si le taux de l'INSEE est inférieur à 2%, c'est celui-ci qui s'appliquera,
D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

6-OUVERTURE LE DIMANCHE – DEMANDE COMMERCES DE DÉTAILS DE VENTE AUTOMOBILES – 2024-12-16-006 :

Les dispositions de l'article L.3132-26 du code du travail, telles que modifiées par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, autorisent le Maire, à compter de 2016 et pour chaque catégorie de commerces de détail, à accorder jusqu'à douze dérogations au principe du repos dominical des travailleurs salariés.

La loi du 6 août 2015 prévoit que la décision du Maire fixant la liste des dimanches durant lesquels, dans le commerce de détail, le repos dominical est supprimé, doit être prise avant le 31 Décembre de l'année N-1 après avis du Conseil Municipal. Par ailleurs, au-delà de cinq dimanches autorisés, l'avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, est requis.

Pour 2025, Monsieur Le Maire envisage de limiter à cinq le nombre de dimanches autorisés dans les commerces de détails de vente d'automobiles :

-19 Janvier 2025

-16 Mars 2025

-15 Juin 2025

-14 Septembre 2025

-12 Octobre 2025

Le conseil municipal est également informé que, conformément aux dispositions de l'article R. 3132-21 du code du travail, Monsieur Le Maire a consulté pour avis les organisations d'employeurs et de salariés intéressées. La CGT de Challans, par courrier reçu le 13 Novembre 2024, donne une réponse négative notamment car leur priorité va au regroupement familial (de nombreux parents sont accompagnateurs ou

présidents d'association sportives, activités qui se passent le week end), l'association Challans Je t'aime, par courrier reçu le 21 Octobre 2024, suit la décision de la mairie, Le mouvement des entreprises de France, par courrier reçu le 21 Octobre 2024, donne un avis favorable à cette proposition, la CFTC Vendée, par mail reçu le 22 Novembre 2024, donne un avis favorable.

Il est rappelé que chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente et bénéficie d'un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté de Monsieur Le Maire prévoira que le repos compensateur sera accordé aux travailleurs salariés privés du repos dominical, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit le dimanche supprimé.

Enfin, l'article L. 3132-26-1 du code du travail, créé par la loi du 6 août 2015, dispose que, lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

Vu les dispositions des articles L.3132-26 et suivantes et R. 3132-21 du code du travail,

Vu, datés du 14 Octobre 2024, les courriers de consultation adressés à la confédération Française démocratique du Travail union locale des syndicats CFDT, la confédération Française de l'encadrement et des cadres union CFE-CGC, la confédération Française des Travailleurs union CFTC, la confédération du Travail union CGT, Vu la confédération du Travail union FO, le mouvement des entreprises de France, la confédération générale des petites et moyennes entreprises, l'union professionnelle artisanale, l'action Challans Commerce, et aux commerces de détails de vente d'automobiles présents sur la commune,

Vu les courriers de réponse, reçu de la CGT de Challans le 13 Novembre, de l'association Challans Je t'aime, le 21 Octobre 2024, du mouvement des entreprises de France le 21 Octobre 2024, de la CFTC le 22 Novembre 2024,

Vu la demande en date du 11 Octobre 2024, d'un commerce de détails de vente d'automobiles présent sur la commune,

D'ÉMETTRE un avis favorable à la liste des dimanches (précisés ci-dessus) durant lesquels, en 2025, dans les commerces de détails de vente d'automobiles, le repos dominical sera supprimé sur décision du Maire.

DE RAPPELER que, en vertu de la loi, chaque travailleur salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente et bénéficie d'un repos compensateur équivalent en temps ; que, lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote,

DE PRENDRE acte de ce qu'il appartient à Monsieur Le Maire d'arrêter cette liste avant le 31 Décembre prochain et de déterminer les conditions dans lesquelles le repos est accordé aux travailleurs salariés privés du repos dominical.

7-POINT SUR L'ATTRIBUTION DES LOCAUX D'ARTISANS POUR L'ANNÉE 2025 – 2024-12-16-007 :

Mr Le Maire et Mr BILLET font le point sur l'attribution des locaux d'artisans pour l'année 2025.

Le local situé au 12B Place de la Liberté fait l'objet d'une location annuelle à un artiste peintre.

Local	surface	NOM	charges	tarifs 2024	OCCUPATION 2025	Tarifs 2025
6a rue de Verdun		ROY Fabienne	Non comprises	2 100€	ROY Fabienne	2 100€
6b rue de Verdun		ROY Fabienne	Non comprises		ROY Fabienne	
6c rue de Verdun	25m ²	DELAYE Antoine	Non comprises	1 430 €	DELAYE Antoine	1 430€
6d rue de Verdun	33 m ²	DELAYE Antoine	Non comprises		DELAYE Antoine	
9a Rue de Verdun	41m ²	MOISDON Agathe	comprises	1 540 €	MOISDON Agathe	1 540€
9b rue de verdun	93,65m ²	MULA Philippe	Non comprises	2 100 €	MULA Philippe	2 100€
29 Rue de Verdun partie avant forge	41m ²	KLEIN Eric	comprises	1 540 €	KLEIN Eric	1 540€
29 Rue de Verdun partie arrière forge	24m ²	DEYRES Benoit	comprises	1 210 €	DEYRES Benoit	1 210€
39a Rue de Verdun	41m ²	ROBERT Elise	comprises	1 320 €	ROBERT Elise	1 320€
39b Rue de Verdun	24m ²	MACAIRE Bénédicte	comprises	1 210 €	MACAIRE Bénédicte	1 210€
39 Rue de Verdun Caravane		SOUTO DOS SANTOS Aline	comprises	385 €	SOUTO DOS SANTOS Aline	385€
12 route de St Urbain Chambre 1			comprises	385 €		385€
12 route de St Urbain Chambre 2		KLEIN Eric	comprises	385 €	KLEIN Eric	385€
12 route de St Urbain Chambre 3		ROBERT Elise	comprises	385 €	ROBERT Elise	385€
42a Rue de Verdun	28m ²	BORDET Nathalie	comprises	1 210 €	BORDET Nathalie	1 210€
42b Rue de Verdun	51m ²	THIBAUD Florence	Non comprises	2 100 €	THIBAUD Florence	2 100€
42c Rue de Verdun	40m ²	DAVIDOVICH Paulo	Non comprises	1 680 €	DAVIDOVICH Paulo	1 680€
49A Rue de	53m ²	La Route du Sel	eau	1 890 €	La Route du Sel	

Verdun			comprise			1 890€
49 Rue de Verdun	35m ² + terrasse	Point i	eau comprise	Mise à disposition gratuite	Point i	Mise à disposition gratuite
51a rue de Verdun	32m ²	MIGAULT Dominique	eau comprise	1 260 €		1 260€
51 B rue de Verdun	25m ²	SOUTO DOS SANTOS Aline	eau comprise	1 050 €	SOUTO DOS SANTOS Aline	1 050€
56a rue de Verdun	45m ²	THOMAS Adèle	Non comprises	1 890 €	THOMAS Adèle	1 890€
56b rue de Verdun + étage	45m ² + étage	PERGUE Sophie	Non comprises	1 890 €	PERGUE Sophie	1 890€
60 rue de Verdun	48m ²	LECURIEUX Bruno	comprises	1 890€		1 890€
11 Rue du Pélican	40 m ²	CHARPENTIER Delphine	Non comprises	1 890 €	CHARPENTIER Delphine	1 890€
Jardin de Vaulieu	50 m ²	BESSEAU Stéphanie	comprises	1 210 €	BESSEAU Stéphanie	1 210€
2a place de la liberté	32m ²	HEGEDUS Anna	Non comprises	1 312.50 €	HEGEDUS Anna	1 312.50€
2b place de la liberté	32m ²	SINSOILLIEZ Céline	Non comprises	1 312.50 €	MIGAULT Dominique	1 312.50€
12a Place de la Liberté	36m ²	PEUVREL Valérie	Non comprises	1 210 €	PEUVREL Valérie	1 210€
12c Place de la Liberté	15m ² + cour	Utilisé par la Commune	comprises	990 €	Utilisé par la Commune	(990€)

Monsieur Le Maire précise que, suite au transfert des chambres louées aux artisans d'art, au 12 route de Saint Urbain, la commission bâtiment étudiera le futur aménagement du 39 rue de Verdun.

Le local situé au 12B Place de la Liberté (37m²) est utilisé par Mme RIVALIN Annette.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à attribuer les locaux actuellement disponibles aux conditions définies dans le tableau ci-dessus, après propositions du comité de pilotage,

DE PRÉCISER que les tarifs applicables en 2025, pour la saison estivale 2025, seront arrêtés par décision de Monsieur Le Maire, en tenant compte du présent avis du Conseil Municipal. L'attribution des locaux est susceptible d'être modifiée en fonction des annulations ou demandes des artisans.

D'AUTORISER Le Maire à signer tous les documents relatifs à cette décision.

8-INSTAURATION DE L'INDEMNITE SPÉCIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT (ISFE) – POLICE MUNICIPALE – 2024-12-16-008 :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique (CGFP), et notamment son article L 714-13,

Vu le décret n° 94-731 du 24 Août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2006-1391 du 17 Novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu le décret n°2006-1392 du 17 Novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

Vu le décret n°2011-444 du 21 Avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n°2024-614 du 26 Juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 04 Novembre 2024 relatif à la mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement,

Monsieur Le Maire expose qu'en application de l'article L.714-13 du Code général de la fonction publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relèvent pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Or, un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024. Il prend la dénomination d'I.S.F.E. (indemnité spéciale de fonction et d'engagement).

Les dispositions du décret répondent à la volonté de simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Enfin, l'I.S.F.E. amène à faire disparaître l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) ainsi que l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (I.S.M.F.), deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale.

A compter du 29 juin 2024, les collectivités peuvent instituer par délibération l'I.S.F.E. après consultation pour avis du comité social territorial (C.S.T.).

Pour celles qui disposaient déjà d'un régime indemnitaire propre à leurs agents de police municipale ou leurs gardes-champêtres, elles doivent adopter cette délibération avant le 1er janvier 2025.

Au regard de ces éléments, la collectivité :

Instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement et abroger la délibération instaurant l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) et l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (ISMF)

Il est donc proposé au Conseil d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Considérant le besoin d'attribuer un régime indemnitaire aux policiers municipaux qui exercent leurs missions au sein de la collectivité,

Sur le rapport de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DECIDE

D'INSTAURER l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans les conditions suivantes :

Article 1 : Les bénéficiaires de l'ISFE

Les bénéficiaires de l'ISFE sont les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois suivants :

- agents de police municipale

Article 2 : La part fixe de l'ISFE

Le montant de la part fixe de l'ISFE est déterminé en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension le taux individuel suivant :

8,61 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale (*au maximum 30 %*) ;

La part fixe de l'ISFE est versée mensuellement.

Les modalités de maintien de la part fixe de l'ISFE durant certaines situations de congés et périodes sont fixées comme suit :

Type de congé	Sort de la part fixe de l'ISFE
<ul style="list-style-type: none">- congé annuel- congé de maternité- congé de naissance- congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption- congé d'adoption- congé de paternité et d'accueil de l'enfant	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement
<ul style="list-style-type: none">- service à temps partiel pour raison thérapeutique- période de préparation au reclassement- congé d'invalidité temporaire imputable au service- congé de maladie ordinaire- congé de longue maladie- congé de grave maladie- congé de longue durée	3 jours de carence suivi de 27 jours de maintien puis suppression totale

Article 3 : La part variable de l'ISFE

Le montant de la part variable de l'ISFE est déterminé par l'autorité territoriale dans la limite des plafonds suivants :

2 500 € pour le cadre d'emplois des agents de police municipale (*au maximum 5000 €*) ;

Le montant de la part variable de l'ISFE est déterminé annuellement à partir de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents attestés par :

-les fonctions liées à l'encadrement,

-la valeur professionnelle de l'agent telle qu'elle est appréciée à l'issue de l'entretien professionnel,

-les résultats professionnels obtenus par le fonctionnaire eu égard aux objectifs qui lui ont été assignés et aux conditions d'organisation et de fonctionnement du service dont il relève,

La part variable de l'ISFE est versée annuellement.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2025.

9-CRÉATION D'UN POSTE A TEMPS COMPLET AU SERVICE TECHNIQUE – 2024-12-16-009 :

Le Conseil Municipal,

VU le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L332 et L422-28

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels,

VU le budget de la collectivité,

VU le tableau des effectifs existant,

CONSIDÉRANT, qu'il convient de créer un emploi permanent pour satisfaire au besoin des services techniques de la commune, que celui-ci peut être assuré par un agent du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux,

Il est proposé au Conseil Municipal :

Article 1 : Création et définition de la nature du poste.

Il est créé un poste correspondant au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, à compter du 01 Février 2025, accessible selon les conditions de qualification définies par le statut, pour exercer les fonctions de :

- Agent technique polyvalent

Article 2 : Temps de travail.

L'emploi créé est à temps complet pour une durée de 35 heures.

Article 3 : Crédits.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2025 de la collectivité.

Article 4 : Tableau des effectifs.

Le tableau des effectifs de la collectivité est modifié en ce sens.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

D'ADOPTER la création du poste tel qu'indiqué ci-dessus,
DE CHARGER Monsieur le Maire de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

10-CRÉATION DE POSTES POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE 2025 – 2024-12-16-010 :

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L 313-1 du code général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante, compte tenu des nécessités des services, de créer des emplois afin de permettre la nomination des agents inscrits aux tableaux d'avancement de grade établi pour l'année 2025.

Cela entraîne la suppression de l'emploi d'origine, et la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement. Une demande d'avis pour la suppression de ce poste sera déposée auprès du CST et celui-ci sera supprimé par délibération ensuite. Ce point sera donc revu lors d'un prochain conseil municipal.

Vu le tableau des emplois,

Monsieur Le Maire propose à l'assemblée :

-la création de l'emploi de

*Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe à temps complet, à compter du 04/09/2025,

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE VALIDER la proposition de Monsieur Le Maire comme indiqué ci-dessus,

DE PRÉCISER que le poste sera créé :

*Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe à temps complet, à compter du 04/09/2025,

DE PRÉCISER que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget, Chapitre 012, article 64111.

DE PRÉCISER que le poste devenu vacant sera supprimé après avis du CST lors d'une prochaine séance,

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

11-CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU PERSONNEL - DÉLIBÉRATION DONNANT HABILITATION AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA VENDÉE – 2024-12-16-011 :

-Vu le Code général de la Fonction Publique,

-vu le code général des Collectivités Territoriales,

-Vu le Code des assurances,

-vu le code de la commande publique,

-Vu l'article 8 alinéa 4 g) de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 Novembre 2021 portant partie législative du code général de la Fonction publique,

Mr Le Maire expose :

➤L'opportunité pour la collectivité de pouvoir inscrire un ou plusieurs contrats d'assurance des risques statutaires du personnel garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

- Que le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vendée peut souscrire un tel contrat pour son compte en mutualisant les risques ;
- Que compte tenu des avantages d'une consultation groupée effectuée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée, il est proposé de participer à la procédure avec négociation engagée selon l'article R2124-3 du Code de la commande publique.

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée est habilité à souscrire pour le compte de la commune de SALLERTAINNE des contrats d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche pouvant être menée par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

➤ AGENTS TITULAIRES OU STAGIAIRES AFFILIES A LA CNRACL :

- Décès
- Accident du travail – Maladies imputables au service (CITIS)
- Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.

➤ AGENTS TITULAIRES OU STAGIAIRES NON AFFILIES A LA CNRACL OU AGENTS NON TITULAIRES DE DROIT PUBLIC :

- Accidents de travail – Maladies professionnelles
- Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la commune de SALLERTAINNE une ou plusieurs formules.

Ces contrats présenteront les caractéristiques suivantes :

-Durée du contrat : **4 ans**, à effet du **1^{er} Janvier 2026**

-Régime du contrat : **Capitalisation**

Le Maire propose ainsi à l'assemblée de donner autorisation au Centre de Gestion pour intégrer la « collectivité ou établissement public » dans la procédure de consultation en vue de la consultation d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personnel, étant bien précisé que la collectivité sera à nouveau consultée, à l'issue de la procédure de consultation, pour se prononcer sur l'adhésion au contrat groupe, au vu des propositions chiffrées proposées par l'assureur.

Il précise que, si au terme de la consultation menée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée, les conditions obtenues ne convenaient pas à notre commune, la possibilité demeure de ne pas signer l'adhésion au contrat.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE DONNER habilitation au Centre de Gestion agissant pour le compte de la collectivité, afin de lancer une procédure de consultation en vue de la passation d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personnel, et

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à ce projet.

12-ASSAINISSEMENT – TARIFS ASSAINISSEMENT – 2024-12-16-012 :

Monsieur Le Maire rappelle les tarifs votés pour l'année 2024 : à savoir :

PART FIXE	SURTAXE AU M3
35.00€	1.50€

Le montant voté pour les années 2016, 2017, 2018 était de 31.00€ de part fixe et 1.25€ de surtaxe au m3.
Le montant voté pour l'année 2019 était de 32.00€ de part fixe et 1.30€ de surtaxe au m3.
Le montant voté pour l'année 2020 était de 32.50€ de part fixe et 1.35€ de surtaxe au m3.
Le montant voté pour l'année 2021 était de 33.00€ de part fixe et 1.40€ de surtaxe au m3.
Le montant voté pour l'année 2022 était de 33.50€ de part fixe et 1.45€ de surtaxe au m3.
Le montant voté pour l'année 2023 était de 34.50€ de part fixe et 1.50€ de surtaxe au m3.

Monsieur Le Maire propose les tarifs suivants pour l'année 2025 pour le service Assainissement :

	PART FIXE	SURTAXE AU M3
A compter du 01 Janvier 2025	36€	1,55€

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE FIXER les tarifs du service assainissement pour l'année 2025, comme indiqué dans le tableau ci-dessus,
D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous documents se rapportant à cette décision.

13-ASSAINISSEMENT – AVENANT DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – 2024-12-16-013 :

La collectivité a confié au Délégué l'exploitation de son service d'assainissement collectif par contrat d'affermage visé en date du 27 Juin 2018. Ce contrat a pris effet le 01 Juillet 2018 pour une durée initiale de 5,5 ans. Il a été renouvelé par avenant en Décembre 2023 pour une durée de 1 an, car la prise de la compétence par la communauté de communes devait se faire au 01 Janvier 2025.

Suite à la décision des différents conseils municipaux, la communauté de communes ne prendra pas la compétence à cette date, il convient donc de prévoir un nouvel avenant d'un an au contrat en cours.

Conformément aux dispositions de l'article R. 3135-7 du Code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne peuvent pas être qualifiées de substantielles

L'article 4 du contrat initial, concernant la durée, est modifié comme suit :

« Le Contrat prend effet à compter du 01 Juillet 2018 ou à partir de sa notification si cette date est postérieure.

L'échéance du présent contrat est fixée au 31 Décembre 2024, sauf résiliation anticipée dans les conditions définies à l'Article 68.

En cas d'annulation, de résolution ou de résiliation du contrat de concession par le juge, faisant suite au recours d'un tiers, le concessionnaire ne peut prétendre qu'à l'indemnisation des dépenses qu'il a engagées conformément au contrat dès lors qu'elles ont été utiles à l'autorité concédantes. »

L'article 49 du contrat, concernant la rémunération du délégué, n'est pas modifié.

Toutes les clauses du contrat de concession et des précédents avenants, non modifiées par les présentes, demeurent intégralement applicables.

Le présent avenant, soumis au visa du représentant de l'Etat au titre du contrôle de légalité, entrera en vigueur au 01 janvier 2025.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE VALIDER l'avenant n°2 au contrat pour la concession ou délégation par affermage du service public de l'assainissement collectif,
D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer l'avenant n°2 au contrat pour la concession ou délégation par affermage du service public de l'assainissement collectif ainsi que tout autre document se rapportant à cette décision.

14- APPROBATION DE LA RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT -2024-12-16-014 :

Le conseil municipal,

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L1331-1 et suivants ;

VU la loi sur l'eau en date du 3 janvier 1992 et la nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques N°2006-1772 du 30 décembre 2006 ; au terme de laquelle les communes ont l'obligation de déterminer les zones d'assainissement sur leur territoire ;

VU l'article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales prévoyant que les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

VU les articles L 123-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU la décision n°E24000102/85 en date du 11 Juin 2024 du Président du Tribunal administratif de Nantes désignant Monsieur Gérard ALLAIN, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Jacky RAMBAUD en qualité de commissaire enquêteur suppléant dans le cadre de l'enquête publique,

VU l'arrêté du Maire du 15 Juillet 2024 prescrivant l'enquête publique du zonage d'assainissement de la commune de SALLERTAINE,

CONSIDERANT que la révision du zonage d'assainissement a été rendue nécessaire étant donné que la dernière révision datait de plus de 10 ans,

CONSIDERANT que le zonage d'assainissement annexé à la présente délibération, la commune de SALLERTAINE a retenu : l'assainissement collectif dans les secteurs urbains et à urbaniser, l'habitat diffus étant assaini par des installations autonomes,

Les autres secteurs relèveront de l'assainissement non collectif.

VU l'arrêté du Maire du 15 Juillet 2024 prescrivant l'enquête publique du zonage d'assainissement de la commune de SALLERTAINE,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 6 Septembre au 9 Octobre 2024 et pour laquelle le commissaire enquêteur a reçu trois observations sur le registre ;

Vu le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de révision du zonage d'assainissement,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de valider le plan de zonage tel qu'il est actualisé et joint en annexe de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

D'APPROUVER le plan de zonage d'assainissement des eaux usées actualisé tel qu'annexé à la présente délibération

D'INFORMER que le dossier d'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public aux jours et heures habituelles d'ouverture de la Mairie pendant une durée d'un an à compter du 12 Novembre 2024.

D'INFORMER que conformément à l'article R 153-21 du code de l'urbanisme, un affichage en mairie aura lieu durant un mois,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents et à accomplir toutes démarches administratives pour la mise en œuvre de la présente délibération,

D'ANNEXER le présent zonage d'assainissement aux documents d'urbanisme en cours.

15-REDEVANCE PERFORMANCE DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF POUR L'ANNÉE 2025 : 2024-12-16-015 :

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par

- une redevance « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau.
- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux collectivités compétentes pour traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau et est modulé en fonction de la performance de la performance des « systèmes d'assainissement collectif » (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration)
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ; il égal est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes « *pris en compte pour le calcul de la redevance d'assainissement mentionnée à l'article 2224-12-2 du CGCT, lorsqu'elle est due par les usagers du service d'assainissement collectif* »
- La contrevaletur de cette redevance est répercutée sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;
- Ces contrevaleurs peuvent être déterminées au choix de la collectivité organisatrice du traitement des eaux usées par application au tarif de la redevance fixée par l'agence de

l'eau par le coefficient de modulation de performance global estimé (à l'échelle de l'ensemble de la collectivité) ou par le coefficient de modulation estimé par système d'assainissement.

Vu la décision du Conseil d'administration de l'Agence de l'eau n°2024-97 en date du 15/10/2024 fixant le tarif de la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025 à 0.28€/m³,

Considérant que pour l'année 2025, la performance n'est pas prise en compte et le taux de modulation est fixé forfaitairement **0,3** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif »

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour Performance des systèmes d'assainissement collectif

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE FIXER à 0,084€/m³ la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif »

-Que cette contre-valeur de la « redevance pour performance des réseaux d'assainissement collectif » est facturée et recouvrée auprès des usagers du service public de l'assainissement collectif et reversée à la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées selon les mêmes modalités que la « part collectivité » de la facture d'assainissement collectif.

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

16-ARD : CONVENTION D'AMÉNAGEMENT RD71A-RD948 HORS AGGLOMÉRATION – 2024-12-16-016 :

Dans le cadre de l'aménagement de sécurité, sur les routes départementales n°71A et 948, hors agglomération, le Département a adressé à la commune un projet de convention.

Cette convention fixe les conditions de l'entretien des aménagements réalisés.

Le carrefour RD948/RD71A/VC les Ormeaux dispose d'un tourne à gauche permettant de desservir l'agglomération et le pôle artisanal de la Fénicrière. Pour répondre à des enjeux de sécurité lié notamment au développement de l'urbanisation et de la zone économique, l'aménagement d'un carrefour giratoire vient renforcer et sécuriser la fluidité du trafic et tous les mouvements traversants au carrefour.

Article 1 : La convention a pour objet :

- d'autoriser la commune à réaliser sur le domaine public routier départemental les aménagements ci-après désignés, conformément au(x) plan(s) joint(s) en annexe,
- d'en fixer les conditions techniques de réalisation,
- de déterminer le cas échéant, la participation financière du Département,
- de définir les modalités et les responsabilités d'entretien de ces aménagements entre le Département et la Commune,
- de permettre à la Commune en sa qualité de maître d'ouvrage de percevoir le fonds de compensation de la TVA au titre de sa réalisation.

La présente convention ne confère pas à la commune de droits réels sur l'ouvrage.

Article 2 : Exécution des travaux :

Le Département autorise à réaliser les travaux suivants :

Réalisation d'un carrefour giratoire d'un rayon extérieur de 22m, d'un trottoir, d'un espace engazonné sur l'îlot central, d'un éclairage public et de la mise en place de la signalisation permanente de police et directionnelle.

-RD 948 : du PR 78+525 au PR 78+715

-RD 71A : du PR 1+230 au PR 1+286

Conformément aux prescriptions techniques ci-dessous et au(x) plan(s) annexé(s) à la présente convention.

○ Les rayons du giratoire doivent prendre en compte les caractéristiques des transports exceptionnels pouvant acheminer en 1^{ere} et 2^e catégorie.

○ Les élargissements de la chaussée, correspondant aux structures nouvelles de chaussée, doivent être constituée :

- couche de fondation en matériaux granulaires de façon à obtenir une plateforme PF2 ;
- 2 couches de grave bitume GB3 0/14 de 11 cm d'épaisseur,
- 1 couche de roulement BBSG 7cm.

La GB et le BB seront réalisés au-delà de la tranchée de fondation, avec une mise en œuvre en redan de 10cm ;

Les contrôles nécessaires à chaque mise en œuvre de matériaux (notamment ceux de la plateforme) devront être transmis à l'Agence Routière Départementale Nord-Ouest.

○ Le remblaiement des fouilles nécessaires pour la réalisation des bordures béton, en dehors des sections disposant d'une nouvelle structure de chaussée, doit être réalisé en matériaux bitumeux sur une largeur de 50cm après redécoupage rectiligne de la couche de surface ;

○ Le traitement du joint de la tranchée doit être exécuté avec une application d'un bitume pur et d'un sablage en gravillon sur une largeur de 3 à 4 cm ;

○ La signalisation de police et directionnelle, ainsi que les supports correspondants, doivent être conformes à l'instruction interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR) ;

○ La signalisation directionnelle et ses supports, restant à charge de la commune, devra être validée par le Département préalablement à son installation ;

○ Les supports de la signalisation directionnelle implantés dans les zones de sécurité, y compris dans les ilots, dont le moment de résistance est supérieur à 570 daN ; m devront être équipés de mats à sécurité passive ;

○ Les mats d'éclairage et les valeurs d'éclairement moyen minimal devront être conformes à la réglementation en vigueur sur l'éclairage public ;

La maîtrise d'ouvrage de la totalité des travaux sera assurée par la commune sous sa propre responsabilité.

Elle prend en charge l'ensemble des missions :

- études,
- procédures administratives,
- surveillance des travaux

Article 5 : financement et participation financière du Département

Le coût de l'opération arrêté à la somme de 492 060,66€TTC, sur la base de la TVA en vigueur, est à la charge de la Commune. Le Département versera un montant de 100 000€HT au titre des opérations ponctuelles de sécurité routière et en application de la délibération de la Commission Permanente n°4.2 du 14 Juin 2024.

Article 6 : Fonds de compensation de la TVA :

La Commune fera son affaire de la déclaration de la TVA et de la demande de versement à son profit du fonds de compensation de la T.V.A dans les conditions prévues par l'article L.1615-2 du Code Général des collectivités territoriales.

Pour cette opération, le Département renonce à demander le FCTVA correspondant à l'ensemble des dépenses d'investissement réalisées sur le domaine public correspondant dont il a la charge.

Article 9 : Entretien ultérieurs :

Article 9-1 :

Sur la RD 948 : du PR 78+525 au PR 78+715 et sur la RD 71A : du PR 1+230 au PR 1+286,

La Commune assurera à ses frais l'entretien :

- Des bordures, caniveaux, trottoirs et fossés liés à l'aménagement y compris l'îlot central et les îlots directionnels du giratoire ;
- Du réseau d'assainissement d'eau pluviale et des ouvrages correspondants (busage, avaloirs, regards de visite, raccordement) liés à l'aménagement ;
- De l'évacuation des eaux de surface de la chaussée RD754 vers l'exutoire et de la bonne continuité hydraulique par les grilles avaloirs, les regards de visite et le busage ;
- De la structure et revêtement de l'accotement ;
- De la signalisation horizontale et verticale liée aux aménagements ou des choix esthétiques particuliers de la commune ;
- De la signalisation verticale et des équipements liés à la police de la circulation ;
- De l'entretien et du renouvellement des panneaux de position et de pré signalisation de la signalisation directionnelle implantés sur VC Les Ormeaux ;
- Du développement des haies sur l'emprise routière pour garantir un niveau de sécurité auprès des usagers ;
- De la continuité d'évacuation des eaux de pluie de surface vers l'exutoire ;

La commune assurera également l'entretien et le renouvellement de l'aménagement paysager situé dans l'îlot central :

- A noter qu'un aménagement sur îlot central doit être conforme au guide des obstacles latéraux du SETRA, édition 2022,
- Chaque renouvellement de l'aménagement paysager devra obligatoirement faire l'objet, préalablement aux travaux, d'une validation auprès du Département qui reste gestionnaire de l'ouvrage.

Article 9-2

Le Département assurera à ses frais :

- l'entretien et les grosses réparations de la chaussée dans ses parties revêtues en produits bitumineux ;
- l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle desservies par le réseau routier départemental.
- l'entretien de la signalisation verticale et horizontale du régime de priorité.

Article 9-3

En cas de manquements de la commune à ses obligations d'entretien énumérées à l'article 9-1, constatées par les services du Département, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois, le Président du Conseil Départemental prendre les mesures nécessaires pour réaliser les travaux d'entretien aux frais et risques de la Commune.

En cas de danger imminent pour les usagers, la Commune s'engage à intervenir dès réception de l'information pour sécuriser l'ouvrage.

Chaque partie se réserve le droit de réclamer le versement d'une indemnité réparant le préjudice que lui aurait causé l'inexécution fautive de la convention.

Article 10 : durée :

Pour la durée de vie de l'ouvrage.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE VALIDER la convention proposée par le Département, celle-ci sera annexée à la présente délibération.
D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer la convention et tous les documents se rapportant à cette décision.

17-ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES – 2024-12-016-017 :

Monsieur Le Maire informe les membres du Conseil Municipal, que de nouvelles dispositions vont prochainement intervenir dans ce domaine, aussi, il propose de reporter ce point.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :
DE REPORTER ce point à une prochaine séance.

18-COMMUNAUTÉ DE COMMUNES : RAPPORT D'ACTIVITÉS DU SERVICE SPANC 2023 – 2024-12-16-018 :

Monsieur Le Maire expose le rapport annuel 2023 de la Communauté de Communes Challans Gois Communauté pour le service public d'assainissement non collectif.

Ce dernier a été envoyé aux élus de manière dématérialisée avant la séance (18 Novembre 2024).

Le décret n°2000-404 du 11 Mai 2000 prévoit que celui-ci doit être soumis à l'avis des conseils municipaux.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE VALIDER le rapport annuel 2023 de la Communauté de Communes Challans Gois Communauté concernant le service public d'assainissement non collectif,
D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les documents relatifs à cette décision.

19-COMMUNAUTÉ DE COMMUNES : RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023 – 2024-12-16-019 :

Monsieur Le Maire expose le rapport annuel 2023 de la Communauté de Communes Challans Gois Communauté.

Ce dernier a été envoyé aux élus de manière dématérialisée avant la séance (18 Novembre 2024).

Le décret n°2000-404 du 11 Mai 2000 prévoit que celui-ci doit être soumis à l'avis des conseils municipaux.

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

DE VALIDER le rapport annuel 2023 de la Communauté de Communes Challans Gois Communauté,
D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les documents relatifs à cette décision.

20-DÉCISIONS MODIFICATIVES - 2024-12-16-020 :

Monsieur Le Maire propose de prendre une décision modificative afin d'ajuster les crédits en cette fin d'année.

Budget la Grande Croix : Des factures ont été réglées en 2024 sur ce budget, il convient donc de les prendre en compte dans les écritures de stocks, et de réaliser les augmentations de crédits suivantes :

71355D – 042	: + 10 354.50€
71355R – 042	: + 10 354.50€
3555D – 040	: + 10 354.50€
3555R – 040	: + 10 354.50€

Budget Le Clos des Chênes : Des factures ont été réglées en 2024 sur ce budget, il convient donc de les prendre en compte dans les écritures de stocks, et de réaliser les augmentations de crédits suivantes :

71355D – 042 : + 6 325.00€
71355R – 042 : + 6 325.00€
3555D – 040 : + 6 325.00€
3555R – 040 : + 6 325.00€

Après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur Le Maire,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

D'ACCEPTER les augmentations de crédits comme indiqué ci-dessus,
D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette décision.

21-DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION – 2024-12-16-021 :

Marchés publics :

<u>N° DÉCISION</u>	<u>ENTREPRISES</u>	<u>DATE SIGNATURE</u>	<u>OBJET</u>	<u>MONTANT TTC</u>	<u>DATE TRANSMISSION PREFECTURE ET AFFICHAGE</u>
2024-182	AGIR	23/09/2024	Diagnostics amiante et énergétique épicerie	184.00	24/09/2024
2024-184	ATLANTIC VERT	24/09/2024	Géotextile pour aménagement autour MARPA et 6 logements	271.08	26/09/2024
2024-185	OZAE	24/09/2024	Graviers pour aménagement autour de la MARPA et 6 logements	720.89	26/09/2024
2024-186	INTERSPORT	26/09/2024	Filets buts de football	206.91	26/09/2024
2024-187	GAUTIER	26/09/2024	Miroirs dans les logements de l'agrandissement de la MARPA	453.60	26/09/2024
2024-188	BODET	26/09/2024	Klaxon table de marque salle du Grand Etier	72.48	27/09/2024
2024-189	MENANT	26/09/2024	Remise en état éclairage extérieur locaux associations	298.84	27/09/2024
2024-190	NAULLEAU	26/09/2024	Plantes pour aménagement autour MARPA et 6 logements	1 382.27	27/09/2024
2024-191	VPI	26/09/2024	Agrandissement maison de santé : extincteurs et plan incendie	567.71	27/09/2024
2024-192	VPI	26/09/2024	Remplacement extincteurs + de 10 ans (bâtiments communaux)	1 230.40	27/09/2024
2024-193	PHARMACIE GRAND ETIER	27/09/2024	Renouvellement trousse à pharmacie école	89.95	30/09/2024
2024-194	BARRANGER	27/09/2024	Travaux locaux foot suite à effraction	1 072.20	30/09/2024
2024-197	AIMA	30/09/2024	Vitres pour tracteur	156.00	01/10/2024
2024-198	EMPREINTE	30/09/2024	Citroen Jumper Rouille bas de caisse	1 089.60	01/10/2024
2024-199	LA POSTE	02/10/2024	Enveloppes pré timbrées mairie	864.50	03/10/2024
2024-200	MENUET	04/10/2024	Remplacement cartouche	270.36	04/10/2024

			filtre lave-vaisselle cantine		
2024-201	ROTOWASH	04/10/2024	Extracteur et engrenage services techniques	71.52	07/10/2024
2024-204	MENANT	10/10/2024	Remplacement ferme portillon école	355.20	11/10/2024
2024-205	MENANT	10/10/2024	Remplacement ballast classe école	67.38	11/10/2024
2024-207	KELIAS	11/10/2024	Panneaux de signalisation de voirie	3 479.29	11/10/2024
2024-209	GARAGE DE SALLERTAINE	11/10/2024	Housses de sièges véhicules communaux	225.84	14/10/2024
2024-210	MENANT	14/10/2024	Déplacement vidéo projecteur mairie dans classe CP	711.76	14/10/2024
2024-211	UN BRIN DE FOLIE	15/10/2024	Animation gouter des ainés – 7 Décembre 2024	250.00	16/10/2024
2024-215	ENEDIS	21/10/2024	Raccordement 60 rue de Verdun	1 658.88	21/10/2024
2024-216	SYDEV	21/10/2024	Eclairage giratoire Les Ormeaux	11 426.00	21/10/2024
2024-217	ESVIA	22/10/2024	Marquage au sol voirie	4 099.48	22/10/2024
2024-218	KELIAS	23/10/2024	Panneau emplacement réservé aux pompiers	134.04	25/10/2024
2024-219	BAILLY QUAREAU	23/10/2024	Double de clés Salle de sport Place Emile Gaborit	104.09	25/10/2024
2024-220	BAILLY QUAREAU	29/10/2024	Double de clés cabinet infirmiers pôle santé	69.60	04/11/2024
2024-221	VAD COLLECTIVITES	05/11/2024	Poubelles pour le foot	168.00	06/11/2024
2024-222	VENDEE PROPLETE	05/11/2024	Nettoyage une partie de l'école Novembre 2024	1 872.00	06/11/2024
2024-223	MANUTAN	07/11/2024	1 table et 8 chaises cantine	728.99	08/11/2024
2024-224	BARREAU JEREMIE	08/11/2024	Lame pour taille haies	240.67	12/11/2024
2024-225	CAMPING CAR PARK	08/11/2024	Abonnement de connectivité aire de camping car (de Décembre 2024 à Juillet 2025)	1 238.40	12/11/2024
2024-229	BARRANGER	12/11/2024	Volets roulants 4 rue du Pélican	701.64	13/11/2024
2024-230	IDEALIS	12/11/2024	Consommables pour défibrillateurs	427.20	13/11/2024
2024-231	NOMBALAI	13/11/2024	Petit train fête des Lumières	1 561.00	14/11/2024
2024-232	BUREAU VALLEE	14/11/2024	Impression documents fête des Lumières	73.65	14/11/2024
2024-233	SETIN	18/11/2024	Vêtements de travail services techniques 4 agents	778.37	19/11/2024
2024-234	ATLANTIC COMMUNICATION	25/11/2024	Création et impression des bulletins municipaux 2025	5 874.74	26/11/2024

2024-235	VMB	25/11/2024	Lustrage des optiques et remplacement du rétroviseur droit	501.43	26/11/2024
2024-236	JVS	25/11/2024	Migration des logiciels modularis	6 950.16 6 950.16/a n pendant 3 ans	26/11/2024
2024-237	VMB	25/11/2024	Remplacement serrure de porte arrière peugeot Partner	137.71	26/11/2024
2024-238	SYDEV	26/11/2024	Eclairage public rue du Saugrain	12 742.00	27/11/2024
2024-239	EDITIONS PROST	26/11/2024	18 livres pour les élus CMJ	56.97	27/11/2024
2024-240	ENTREPRISES	26/11/2024	Travaux 60 rue de Verdun	36 046.37	28/11/2024
2024-241	VENDEE PROPLETE	28/11/2024	Contrat nettoyage une partie de l'école Décembre 2024	1 497.60	29/11/2024
2024-242	DESLANDES	29/11/2024	2 supports manchon bois pour essuis mains tissus	142.37	29/11/2024
2024-246	DELCOURT	03/12/2024	16 distributeurs à savon liquide école publique	382.08	04/12/2024
2024-247	DESLANDES	03/12/2024	16 bidons de 5L de savon liquide pour distributeurs école	221.88	04/12/2024
2024-249	ATLANTIQUE ANTENNE	06/12/2024	Remplacement filtre ampli logements square St Martin	421.25	09/12/2024
2024-251	SARL RENAUD	10/12/2024	Travaux 60 rue de Verdun avant mise du coffret électrique	1 236.00	11/12/2024

Droit de préemption :

Renonciation au droit de préemption urbain :

<u>N° DÉCISION</u>	<u>DATE DÉCISION</u>	<u>PARCELLES</u>	<u>DATE TRANSMISSION PRÉFECTURE ET AFFICHAGE</u>
2024-213	21/10/2024	AO 33	21/10/2024
2024-214	21/10/2024	AR 288 290	21/10/2024
2024-226	12/11/2024	AT 19 45	12/11/2024
2024-227	12/11/2024	AI 20 21	12/11/2024
2024-228	12/11/2024	AT 229	12/11/2024
2024-244	03/12/2024	AT 228	03/12/2024
2024-245	03/12/2024	AO 78	03/12/2024

Préemption :

<u>N° DÉCISION</u>	<u>DATE DÉCISION</u>	<u>PARCELLES</u>	<u>DATE TRANSMISSION PRÉFECTURE ET AFFICHAGE</u>
2024-250	09/12/2024	AP 82 et 83	10/12/2024

Locations :

<u>N° DECISION</u>	<u>DATE DÉCISION</u>	<u>OBJET</u>	<u>PERIODE</u>	<u>Montant</u>	<u>DATE TRANSMISSION PREFECTURE ET AFFICHAGE</u>

Concession cimetièrè :

<u>N° DÉCISION</u>	<u>DATE DÉCISION</u>	<u>OBJET</u>	<u>N° CONCESSION</u>	<u>DURÉE EN ANNÉES</u>	<u>Montant</u>	<u>DATE TRANSMISSION PREFECTURE ET AFFICHAGE</u>
2024-183	24/09/2024	Achat	828	30	300.00	24/09/2024
2024-195	30/09/2024	Renouvellement	FF15	10	100.00	30/09/2024
2024-196	30/09/2024	Renouvellement	390	30	300.00	01/10/2024
2024-202	05/10/2024	Renouvellement	272	30	300.00	07/10/2024
2024-203	07/10/2024	Achat	829	15	150.00	11/10/2024
2024-206	10/10/2024	Achat	830	30	300.00	11/10/2024
2024-243	02/12/2024	Renouvellement	511	15	150.00	03/12/2024
2024-248	03/12/2024	Achat	832	15	150.00	04/12/2024

Demandes de subventions :

<u>N° DÉCISION</u>	<u>DATE DÉCISION</u>	<u>ORGANISME</u>	<u>OBJET</u>	<u>MONTANT</u>	<u>DATE TRANSMISSION PREFECTURE ET AFFICHAGE</u>

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

PREND ACTE de ces décisions.

22-QUESTIONS DIVERSES – 2024-12-16-022 :

-Remerciements pour le soutien apporté pour l'organisation du pèlerinage « La Traversaine de Marie » : Mr Le Maire donne lecture du mail que la commune a reçu pour l'évènement qui a eu lieu en Août dernier.

-La voirie qui permet d'accéder à la communauté de Communes Challans Gois à Pont Habert a été refait par la Commune. Cela permet d'assurer la sécurité des personnes accédant à ces locaux et notamment des cyclistes. En cas d'accident, la responsabilité du Maire aurait pu être engagée.

-Le lampadaire qui éclaire le terrain de boules à l'ancien terrain de foot saute tout le temps. Mr Le Maire précise qu'il s'agit d'un défaut sur l'alimentation (boites) et non sur le lampadaire lui-même.

-Il y a moins de coupure électrique à cette période que ce que la commune a connu dans le courant de l'année, cela peut-être dû aux installations placées sur les pylônes par les exploitants des réseaux pour éviter la construction de nids ou à la période de l'année car les oiseaux ne nichent plus à cette saison.